

François Hollande, super gendarme en Afrique

7 août 2014



François CHARLES

Un centre de commandement à N'Djamena, une base de renseignement à Niamey au Niger, à Ouagadougou pour le Burkina, des milliers de militaires stationnés, une restructuration régionale...Adieu les dispositifs "Serval" au Mali, "Epervier" au Tchad, bonjour l'opération "Barkhane". Le voyage de François Hollande pour coordonner la présence française renforcée

Commerçants et militaires en Côte d'Ivoire

En cette fin du mois de Juillet dernier, dans un circuit, allant de la Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Tchad...et sur les questions politiques, économiques et militaires, le président français s'est organisée une "tournee" qui fait davantage penser à une revue d'effectifs qu'à une simple visite de courtoisie diplomatique.

Au cours de ces entretiens à la chaîne, tous les chefs d'état africains au garde à vous sur les tarmacs, aucune "forme d'influence" n'aura été négligée, bien au contraire. Conformément, en effet, aux indications d'un récent rapport parlementaire français, il s'agissait rien de moins, que de redéployer le "dispositif global" français en Afrique.

Alors qu' au Mali, au Niger et au Tchad, l'attendaient les préoccupations d'ordre essentiellement militaires, dites "anti-terroristes", sa première halte en Côte d'Ivoire, fut surtout marquée par une double volonté de combiner l'économique et le militaire.

En effet, comme on le sait, la Côte d'Ivoire d'Alassane Ouattara est particulièrement "ouverte" aux intérêts économiques des multinationales et, disons le franchement, tout particulièrement françaises (1). C'est donc accompagné d'une forte délégation de grands patrons que François Hollande débarque à Abidjan. Devant ses invités ravis, il y rappelle immédiatement l'importance du "contrat de désendettement" engagé par la France, par le club de Paris et l'Union Européenne (2).

On le sait, par le simple jeu de "je te prête, tu m'achète", ce sont essentiellement les grandes entreprises étrangères, françaises en l'occurrence, qui se retrouvent bénéficiaires, au premier chef, des "largesses" financières des bailleurs de fonds.

Dans le sillage du président français, on retrouve d'ailleurs, les "partenaires habituels" de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique de l'Ouest en général, tels que Bouygues pour la construction du grand pont d'Abidjan et autres chantiers... Bolloré pour la gestion du port autonome, routes, voies ferrées... Total dans les forages du champ pétrolier offshore au large d'Abidjan, sans oublier Cargill (pour les EU) dans la filière Cacao... (3)

Bref, un pays entier livré aux entreprises étrangères !

Le contingent militaire français, implanté de longue date sur le territoire, acteur numéro Un dans la chute de Laurent Gbagbo et de son remplacement par Alassane Ouattara, responsable aussi du maintien de l'ordre civil

nécessaire au bon déroulement des affaires, change d'appellation mais sera maintenu et consolidé. Ce contingent qui agissait sous le nom de "mission Licorne" disparaît au profit...d'une base militaire permanente !

Une "force militaire permanente" de plus sur le sol africain. Un progrès a-t-on pu entendre. Ah bon, mais un progrès pour qui ? Les multinationales ou les africains ?

En tout cas, dans le cadre de ce progrès les ivoiriens, eux, continueront donc de voir se pavaner, en toute impunité, les voyous fauteurs de troubles des "forces démocratiques", véritables bandits en uniforme, coupables de multiples pillages, crimes de guerre et violations des droits de l'homme en tout genre ! Ils n'en sauront pas plus sur l'existence des camps de rétention où, dit avec insistance la rue ivoirienne, croupissent les opposants à Ouattara.

Mali, Tchad, Niger...militarisation renforcée

Les opérations "Serval" au Mali, "Epervier" au Tchad et "Sabre" au Niger disparaissent elles aussi, toutes trois ensemble pour se fondre en une seule et même opération commune : "l'opération Barkhane".

On voit bien, au travers cette fusion des différents contingents régionaux, la volonté de coordonner les actions en vue d'une permanence de la militarisation de la Région. Déjà, il est annoncé un total de 3000 à 4000 hommes, avec armement au sol, aviation, hélicoptères, drones... (4)

Au Mali, alors qu'elle y joue toujours un jeu trouble avec certains groupes rebelles du Nord, la France a imposé à Bamako un nouvel accord de défense comprenant l'installation permanente de 1800 soldats français, basés autour des bases de Gao et de Tessalit. Vous aviez dit "retrait" Monsieur Hollande ?

Alors qu'il est de notoriété publique que, une fois encore la France aura pesé de "tout son poids", pour imposer au Niger les conditions commerciales, scandaleusement avantageuses, concédées à Areva, Hollande, incluant ce pays dans son dispositif militaire pousse encore son pion, et sa domination, un peu plus avant.

On comprend aisément la colère de la société civile nigérienne prise désormais entre le marteau d'Areva et l'enclume de "Barkhane".

D'un côté le pillage des richesses, de l'autre l'occupation militaire !

Les voix sont nombreuses, à l'intérieur même du pays, pour dénoncer cet "encerclement" français du pays, considérant qu'il ne s'agit là, rien de moins, que d'une occupation militaire visant à exercer une pression directe, le cas échéant. Le tout au nom d'une lutte anti-terroriste, englobant pour les mêmes raisons, l'ensemble du Sahel.

Le voyage chez Idriss Déby, s'il n'était question du droit des peuples à la paix, pourrait prêter à rire tant les relations entre Paris et Déby sont à géométrie variable et véritablement tragi-comiques.

Pour l'heure, après les services rendus par Idriss Déby à la France, tant au Mali qu'en Centrafrique, les rapports entre les deux puissances sont au beau fixe. Paris en profite.

Assis sur les libertés individuelles, les droits de l'homme et la démocratie Idriss Déby entre ainsi de plain pied dans les plan français de "Barkhane". Il sera donc, sous couvert de lutte internationale contre le terrorisme, la tête de pont du dispositif militaire dans toute la sous-région. Un rôle de va-t-en guerre qu'il adore, qu'il connaît sur le bout des doigts et qui lui va si bien !

Clairement, dans le Sahel comme partout ailleurs en Afrique, la France, contrairement à ses affirmations de surface, s'organise et met le paquet. Elle sait pertinemment que, au simple plan militaire, rien n'est réglé au Mali, que la Centrafrique est au bord du gouffre, la Côte d'Ivoire dans un calme d'avant tempête...Plus que jamais, elle veut ainsi, pour les pays prédateurs comme pour les marionnettes locales, adoubé par les USA, s'imposer comme le gendarme incontesté de l'Afrique !

Peu lui importe au fond, après la mise à feu et à sang de la Libye et son implosion, la déstabilisation des pays de la région. Seule compte réellement la pérennisation de son emprise économique appuyée sur la puissance de ses armes.

De la politique coloniale à la Françafrique, le seul vrai continuum.

François Charles

»» <http://lautreafrique.info/2014/08/01/francois-hollande-super-gendarme-...>

1/ Se reporter à l'article " Côte d'Ivoire, un jardin à la française"

2/ Idem

3/ Il est à souligner que les entreprises françaises constituent à elles-seules 1/3 du PIB

4/ La nouvelle force comprendra : 20 hélicoptères, 10 avions, 200 véhicule blindés, 6 avions de chasse et 3 drones.